



Crous de l'académie de Versailles

**MARCHÉ PUBLIC
DE SERVICES**

Location et entretien des vêtements
professionnels et linges divers du Crous de
l'académie de Versailles

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**




Consultation n° 2026001






SOMMAIRE

Table des matières

1. DÉFINITIONS	4
2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.1. Description des prestations	4
2.2. Acheteur	4
2.3. Réalisation de prestations similaires	5
3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
4. PIECES CONTRACTUELLES.....	6
5. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
6. MODALITES DU PRIX.....	7
7. CONDITIONS DE PAIEMENT	9
8. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	11
9. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION ET SANCTIONS	14
9.1. Régime des pénalités	14
9.2. Pénalités de retard.....	15
10. DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
10.1. Cession ou nantissement des créances	17
10.2. Autres obligations administratives	17
10.3. Assurances	18
11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
11.1. Devoir de conseil.....	18
11.2. Obligation générale de confidentialité	18
12. Autres stipulations	19
12.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	19
12.2. Résiliation	19
12.3. Règlement à l'amiable des litiges	19
12.4. Tribunal compétent	19

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet de l'accord-cadre	Location et entretien des vêtements professionnels et linges divers pour le Crous de l'académie de Versailles
 Acheteur	Crous de l'académie de Versailles
 Type de contrat	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande avec montant maximum mono-attributaire de services

	Structure	Marché alloti (2 lots) Lot 1 (Nord) : Site de Cergy, Site de Nanterre Lot 2 (Sud) : Site de Versailles Saint-Quentin, site de Hauts-de-Bièvre, site de Paris-Saclay, site d'Evry
	Lieu d'exécution	■ Site de Saclay ■ Site d'Evry ■ Site des Hauts de Bièvres ■ Site de Cergy ■ Site de Versailles/St-Quentin-en-Yvelines ■ Site de Nanterre
	Durée	48 mois fermes
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Accord-cadre	: L'accord-cadre est une technique d'achat qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée. Cet accord-cadre est passé en Appel d'offres ouvert (en application de l'Article R2124-2 1° du Code de la commande publique). Il fait référence au CCAG Fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 .
Acheteur	: L'acheteur désigné dans l'accord-cadre agit en tant que Pouvoir Adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du marché public pour le compte duquel l'accord-cadre est exécuté.
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation

Le présent accord-cadre a pour objet les prestations suivantes : **Location et entretien de vêtements professionnels et linges divers pour le Crous de l'académie de Versailles**.

Les prestations attendues dans le cadre de ce marché sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

■ Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont : les sites de Saclay, d'Evry, des Hauts de Bièvres, de Cergy-Pontoise, de Versailles/St-Quentin-en-Yvelines et de Nanterre du Crous de l'académie de Versailles.

2.2. Acheteur

Le Crous est un établissement public de l'État placé sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Il a pour mission de favoriser les conditions de vie et de travail des étudiants ou élèves des établissements d'enseignement supérieur. Ces principales missions sont la gestion des bourses d'enseignement supérieur, l'hébergement, la restauration.

Les prestations objet du présent marché sont réalisées pour le compte de l'acheteur, le Crous de l'académie de Versailles, représenté par Monsieur Emmanuel Parisi, Directeur général.

Adresse et coordonnées :

145 bis, boulevard de la Reine - 78000 Versailles
Téléphone : 01 39 24 52 00
Télécopie : 01 39 24 52 31
Courriel : achat@crous-versailles.fr
Site internet : <http://www.crous-versailles.fr>
Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le suivi de ce marché sera assuré :

- Par les Directeurs d'Unité de Gestion (DUG) de chaque site, dont les coordonnées figurent en annexe du Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP).
- Par le service commande publique, en la personne de Mme Jennifer Ouinsou, juriste commande publique. Mail : jennifer.ouinsou@crous-versailles.fr

■ Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire du marché désigne, parmi ses personnels, lors des réunions de démarrage, un correspondant qui sera l'unique interlocuteur auprès des unités de gestion, pour la réalisation des prestations pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre. Il transmet leurs coordonnées à l'acheteur par voie électronique aux adresses des Directeurs d'Unité de Gestion et au service commande publique.

Cette personne doit effectuer à minima le suivi des commandes, l'émission des bons de livraisons, le suivi administratif et des commandes de chaque unité, et la gestion des stocks (suivi informatique et administratif, optimisation des stocks, bilan annuel d'activité, inventaire contradictoire).

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce représentant en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise, sans délai, l'acheteur, lui indiquant les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire communique par voie électronique à l'acheteur la désignation d'un remplaçant possédant des compétences équivalentes, au moins trente (30) jours avant la date effective de ce changement.

2.3. Réalisation de prestations similaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée de ces marchés ne pourra pas excéder la date de fin du présent marché sous réserve de l'application des dispositions précitées.

3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

■ Procédure

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée au sens des articles L. 2124-1 et suivants, R.2124-1, R.2124-2 1°, R.2162-2 à R.2162-5 du Code de la commande publique.

■ Forme du contrat

La forme retenue pour l'exécution de ce marché est un accord-cadre mono-attributaire (L.2125-1 1° du Code de la commande publique), donnant lieu à l'émission de bons de commande successifs, en application des articles R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande publique.

■ Allotissement

Le marché est alloti.

Les prestations à réaliser seront déployées sur l'ensemble des sites du Crous de l'académie Versailles et forment des lots techniques répartis de la manière suivante :

Lot 1 : Site de Cergy, Site de Nanterre

Lot 2 : Site de Versailles Saint-Quentin, site de Hauts-de-Bièvre, site de Paris-Saclay, site d'Evry

■ Montant du marché

Conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé comme suit sur toute la durée du marché public et par lot :

Lot	Montant maximum (TTC) sur 4 ans
Lot n° 1 : Site de Cergy, Site de Nanterre	450 000 Quatre cent cinquante mille
Lot n° 2 : Site de Versailles Saint-Quentin, site de Hauts-de-Bièvre, site de Paris-Saclay, Evry	800 000 Huit cent mille

A titre indicatif, les dépenses du Crous de Versailles sur l'ensemble des prestations sur la période 2023- 2025 s'élèvent à environ :

Lot 1 : 277 000 € TTC

Lot 2 : 562 000 € TTC

■ Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un accord-cadre de **services**.

■ Modification du contrat

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur peut, en cours d'exécution du marché et sans changer la nature globale du contrat, modifier le contrat initial par acte modificatif.

Le CROUS se réserve notamment la possibilité de demander en cours d'exécution du marché :

- l'ajout ou le retrait d'un site
- l'ajout ou le retrait de points de livraison
- l'ajout ou le retrait d'articles au Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Tout ajout, retrait ou remplacement d'un site ou un article constitue une décision unilatérale de l'acheteur qui en informera le titulaire par notification écrite à l'adresse électronique du correspondant qu'il aura désigné.

4. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après. En cas de contradiction entre elles, ces dernières prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessous par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

- L'acte d'engagement par lot et ses annexes (notamment l'annexe financière « le Bordereau des Prix Unitaires »);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve de dérogations prévues au présent CCAP ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le actes d'exécution et modificatifs contractualisé en phase d'exécution

Les pièces générales énumérées ci-dessus, non jointes au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, sont réputées connues de chacune des parties.

Les exemplaires originaux des pièces de l'accord-cadre et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

Les conditions générales de ventes du titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

5. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat

La durée de l'accord-cadre est fixée à 48 mois (**quarante-huit**) à compter de la date du début d'exécution.

Le début de la prestation **après la mise en place des stocks** et matériels nécessaires est fixé au plus tard au 1^{er} octobre 2026.

■ Calendrier détaillé d'exécution

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire sur la base d'une programmation détaillée des opérations de ramassage et de retrait, définie à la date de début du contrat.

6. MODALITES DU PRIX

■ Nature des prix

Les prix de l'accord-cadre sont conclus à prix unitaires et fermes pendant la première année du marché public, puis révisibles selon les conditions énoncées à l'article « révision des prix ». Les prix unitaires du BPU seront appliqués aux quantités réellement exécutées (traitement, emballage, livraison et mise à disposition du stock compris) :

Les fournitures sont réglées par des prix unitaires (BPU).

■ TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ Contenu des prix

Le prix de location et d'entretien s'entend comprendre :

- Les frais de transport aller et retour des articles ;
- La mise à disposition de sacs pour les articles sales, de portants pour les vêtements nettoyés et de sacs pour les linges nettoyés ;
- La mise à disposition de portants et sacs pour le transport et le stockage des vêtements et linges propres ;
- Le remplacement automatique des vêtements et linges impropres à l'utilisation, irréparables et/ou atteignant le nombre maximum de lavages ;
- Le contrôle qualitatif des vêtements et linges pendant les cycles de nettoyage et réparations courantes ;
- Tout frais utiles à l'exécution des prestations ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires
- La formation du personnel du Crous de Versailles à la bonne utilisation et au soin des vêtements

■ Révision des prix

Les prix sont fermes pendant la première année. Les prix fixés pourront faire l'objet d'une révision annuelle, à l'initiative du titulaire, à la date anniversaire du marché (notification) par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(0) [0.15 + 0.60 * (ICTrev-TS(n) / ICTrev-TS0) + 0.25 * (N(n) / No)]$$

Dans laquelle :

P(n) : Prix révisé applicable à la période considérée

P(0) : Prix initial, établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro »

ICTrev-TS(n) : Valeur de l'indice INSEE du coût horaire du travail révisé (salaires et charges – industrie manufacturière) connue et publiée (même provisoire) à la date de la demande de la révision des prix – Identifiant INSEE : 001565185

ICTrev-TS0: Valeur de cet indice connue et publiée, au mois de la date limite de remise des offres ou de la dernière révision.

N(n) : Valeur de l'indice INSEE des prix à la consommation – COICOP 03.1.4 (Nettoyage, réparation et location d'articles d'habillement) connue et publiée (même provisoire) à la date de la demande de la révision des prix – Identifiant INSEE : 001763519

No : Valeur de cet indice connue et publiée, au mois de la date limite de remise des offres ou de la dernière révision.

■ Modalité de transmission des demandes de révisions et périodicité de révision des prix

A l'issue de la première année, le titulaire fait une demande de révision de prix à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessus.

Les révisions sont à l'initiative des parties à l'accord-cadre.

Le calcul de la révision de prix incombe au Titulaire qui doit, lors de sa demande de révision, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations nécessaires au contrôle dudit calcul notamment

la valeur des indices, le coefficient de révision accompagné des calculs ayant permis sa détermination, les mois de références, le taux et le montant de la revalorisation.

Les coefficients de révision sont présentés avec deux chiffres après la virgule.

A cette demande de révision, le titulaire associe une nouvelle annexe financière, en indiquant les prix initiaux et les nouveaux prix révisés.

Le titulaire adresse la révision des prix au pouvoir adjudicateur deux (2) mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception pour les valider. En l'absence de validation dans le délai imparti, le silence de du CROUS de Versailles vaut acceptation.

A défaut de proposition par le titulaire dans le délai imparti, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année suivante jusqu'à la date de la prochaine révision.

Le Titulaire fait parvenir sa demande par mail à l'adresse suivante : achat@crous-versailles.fr

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

En cas de disparition de l'index, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index de substitution n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre elles.

A défaut, les prix du marché ne seront pas modifiés et le tarif fixé dans l'offre initiale continuera à s'appliquer.

■ **Clause butoir**

L'évolution du prix de règlement ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à **5%** du prix proposé lors de la soumission. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

■ **Clause de sauvegarde**

Lorsque l'application de la formule de révision, entraîne une augmentation de la moyenne des prix HT de plus de 5% par rapport aux tarifs en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité.

■ **Offres promotionnelles**

À tout moment durant l'exécution, le titulaire peut proposer des tarifs promotionnels conduisant à une baisse des prix. Ces tarifs sont adressés à la personne référente de la structure concernée et mentionnent la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés. Si cette promotion s'étend sur une durée particulière, un avenant sera conclu afin d'acter celle-ci sur l'ensemble de cette durée promotionnelle.

7. CONDITIONS DE PAIEMENT

■ **Avance**

Conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant du contrat, de la commande, de la reconduction, est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 (deux) mois. Il appartient au titulaire de rapporter la preuve du délai d'exécution supérieur à deux mois pour prétendre au bénéfice du versement de l'avance.

Dans le présent accord-cadre, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande dès lors que sa durée d'exécution est inférieure ou égale douze mois.

Le taux de l'avance passe à 10 % si le fournisseur est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65 % et 80 % d'avancement des prestations.

■ Acomptes

Il n'est prévu aucun versement d'acomptes au titre du présent marché.

■ Constitution de garantie financière

En considération du montant de l'avance versée le cas échéant, il n'est pas fait obligation au titulaire de constituer une garantie financière.

■ Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le service fait est matérialisé par transmission préalable du bon de livraison par le titulaire. Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (numéro SIRET)
3. Le numéro unique de la facture
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les structures publiques du code d'identification du service chargé du paiement (cf. liste jointe en annexe)
6. La date et le lieu de livraison des fournitures et/ou d'exécution des prestations
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés et/ou des prestations
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des prestations ou travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée
10. Le cas échéant, les modalités de règlement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au marché, l'Acheteur public peut suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée sur la plateforme ChorusPro.
<https://chorus-gouv.fr><https://chorus-gouv.fr>

■ Périodicité des paiements

Le linge traité est facturé mensuellement, à terme échu, au retour du linge propre dans l'établissement, par application des prix unitaires inscrits au BPU multipliés par les quantités réelles traitées par site de livraison.

La facturation intègre également les prestations relatives à la mise à disposition des casiers conformément aux prix unitaires du BPU.

Pour chaque site de livraison, la facture mentionne :

- La période de référence

- Les dates de chaque livraison pour la période de référence
- Les quantités livrées par article au moment de chaque livraison
- Le nombre de casiers mis à disposition

■ Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent suivant les stipulations de l'article 12.1 du CCAG-FCS.

L'acte d'engagement et le cas échéant, les DC4 indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses (leurs) éventuels sous-traitants.

Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer, cette répartition résulte de l'avenant ou de l'acte spécial visé au CCAG.

■ Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 (trente) jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 (huit) points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

8. RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ Conditions de réalisation des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (CCTP) et ses annexes jointes.

■ Organisation des prestations

Le Crous de l'académie de Versailles est structuré en unités de gestion restauration réparties dans différents bâtiments à travers plusieurs départements dans les Yvelines (78), l'Essonne (91), les Hauts-de-Seine (92) et le Val-d'Oise (95).

L'organisation mise en place doit permettre au(x) titulaire(s) de considérer chacun des sites à savoir : Cergy-Pontoise, Nanterre, Versailles Saint Quentin, Hauts-de-Bievre, Paris-Saclay et Evry comme une entité opérationnelle distincte.

Par conséquent, les mouvements d'articles doivent être tracés et isolés pour chaque site.

■ **Stockage, manutention et transport**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, les emballages et matériel de transport relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

■ **Conditions de livraison**

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les modalités et horaires de livraison sont définis à l'annexe 4 « Listes des sites et adresses » du CCTP.

■ **Dispositions destinées à garantir la continuité du service**

Hormis le cas de force majeure (cataclysmes, émeutes, faits de guerre, etc.), le titulaire exécutera les prestations prévues au marché, quelles que soient les circonstances.

Pour assurer la continuité des prestations, il devra, le cas échéant, disposer d'une structure lui permettant de pallier tous types d'inconvénients susceptibles de perturber l'exécution du marché et ce sans gêne ni surcoût pour le Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'interruption des prestations et sauf cas de force majeure prévu ci-dessus, le Crous de Versailles se réserve le droit de confier à un tiers l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire, en attendant qu'il soit statué par toutes voies de droit sur la réparation du préjudice subi.

En aucun cas, un mouvement de grève du personnel du titulaire ne peut être considéré comme un cas de force majeure.

■ **Gestion du personnel**

Avant l'exécution de la prestation, le titulaire devra remettre au Crous de Versailles, une liste indiquant les noms du ou des agents de livraison qui auront accès aux services et leur qualification.

Il doit utiliser un personnel possédant les qualifications requises pour assurer le travail qui lui est confié. Toutes modifications pouvant intervenir dans la composition du personnel et dans la distribution des tâches, notamment en cas d'absence ou si un agent de livraison cesse ou commence son travail, seront signalées auprès du Crous de Versailles.

■ **Gestion des remplacements**

La permanence d'un effectif stable devra être garantie en toutes circonstances. Il est impératif de constituer un vivier de collaborateurs qualifiés afin d'assurer les remplacements nécessaires. Toute modification relative aux remplacements devra être portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur dans les délais prévus.

■ **Formation du personnel**

Les personnels intervenants pour le compte du titulaire devront être formés aux règles d'hygiène applicable en milieu de restauration collective.

■ **Contrôle d'exécution**

Le Crous de Versailles désignera, au sein de son personnel, un responsable parmi ses personnels chargé de vérifier la bonne exécution des prestations conformément au CCTP.

Cette vérification servira de base à la liquidation des sommes dues au titulaire. Le cas échéant, les observations négatives seront prises en compte pour le calcul de pénalités conformément aux dispositions de l'article 8 du présent CCAP.

■ Modalités d'exécution de l'accord-cadre

1. Modalités de déploiement du marché : prise de mensurations des porteurs sur site

Dès la date de notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec chaque correspondant des sites concernés de manière à programmer sa visite sur chacun des sites.

Les coordonnées complètes des correspondants concernés seront remises au Titulaire à la notification du marché.

Ces visites qui devront être réalisées **à compter de la semaine qui suit la date de notification du présent marché** auront pour objet :

- la prise de mensurations des porteurs des vêtements professionnels
- la validation par le titulaire des besoins propres à chaque site en termes d'articles et de quantité, sur la base des données fournies au CCTP, avant déploiement du stock nécessaire et démarrage des prestations.

2. Modalités d'enlèvement et de livraison des fournitures

Les impératifs horaires ainsi que l'adresse de livraison sont précisés pour chacun des sites sont précisés dans les annexes au CCTP. Ceux-ci seront éventuellement réajustés en cas de besoin.

A chaque enlèvement d'article, le titulaire doit établir un bordereau d'enlèvement électronique daté et signé par les deux parties. Ce bordereau décrira précisément les effets restitués et emportés (article, quantité, état).

Le bordereau de livraison électronique constitue le justificatif officiel des mouvements de linge intervenus dans le cadre du marché.

À ce titre, il doit comporter a minima :

- Le numéro de marché
- Le nom du site
- La date de livraison
- La liste détaillée des articles livrés ou emportés
- Les observations éventuelles émises lors de la livraison ou de la reprise

Ce bordereau doit être transmis au Directeur d'Unité de Gestion concerné par voie dématérialisée dans un délai maximum de 24 heures suivant la livraison-retrait. Il doit permettre la traçabilité complète des flux de linge, ainsi que le rapprochement avec les prestations facturées.

3. Vérification et admission des prestations

Conformément aux articles 27 à 29 du CCAG FCS, des opérations de vérification portant sur les fournitures livrées et enlevées seront réalisées par les directeurs de site ou par leurs représentants.

La signature par le directeur de site ou son représentant du Crous de Versailles du bon de livraison vaut admission des fournitures livrées et enlevées.

Le Crous de Versailles **dispose d'une semaine à compter de la livraison effectuée et de la collecte faite** pour pouvoir valider le bon de livraison/bordereau d'enlèvement. Passé ce délai, on considérera que ces documents sont validés.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, la décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de

Commenté [JO1]: L'assortir de pénalités = c'est fait

Commenté [JO2R1]: Partie « reporting espace dédié » c'est sur cet espace que seront transmis les BL

rejet de la prestation exécutée sera prononcée dans un délai d'une semaine à partir de la date de livraison-enlèvement, par le représentant de l'établissement concerné ou son représentant, qu'il aura désigné à cet effet.

Commenté [J03]: CC dans CCTP

Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Dans l'hypothèse d'une prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être réexécutée immédiatement.

Au cas où cette nouvelle exécution ne serait pas faite dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard d'exécution mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, le pouvoir adjudicateur pourra pour y faire face, décider d'une exécution aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Dans le cadre de l'exécution du marché, toute déchirure importante du linge, supérieure à 5 cm, susceptible de présenter un risque pour les agents, entraînera le remplacement intégral de l'article concerné par le(s) titulaire(s).

Le remplacement devra intervenir dans les 7 jours calendaires à compter de la date de notification de la déchirure au titulaire par le Directeur de l'Unité de Gestion ou son représentant. A défaut, des pénalités telles que décrites à l'article 9.2 du CCAP peuvent être applicables.

■ Manquements

Tout manquement aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 9 du présent CCAP. Les manquements seront constatés par la personne chargée du suivi technique du marché ou toute autre personnel habilité, sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.

■ Niveau d'obligation prévu au contrat

Le titulaire est soumis à une obligation de **résultat** pour l'exécution des prestations objet du présent marché. Cette obligation concerne notamment le respect de la quantité des prestations exécutées, le respect des horaires et des délais prévus, la qualité du traitement conforme aux normes d'hygiène et de propreté, la rigueur et la qualité des personnels affectés à la réalisation des prestations.

A cet effet, le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession pour l'obtention des résultats décrits au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chaque prestation de lavage et de repassage des articles textile.

Si le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à l'obtention du résultat souhaité.

■ Responsabilités

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux du CROUS de Versailles. Le titulaire est le seul responsable des matériels qu'il utilise durant ses prestations. Le prestataire est responsable de l'enlèvement du linge sale et cela jusqu'à la restitution du linge propre aux unités concernées par le marché.

9. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION ET SANCTIONS

9.1. Régime des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. ▬

Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des

prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire défaillant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure du titulaire du marché.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et exigibles dès le premier euro. Les pénalités sont dues, quel que soit leur montant. Toutefois, le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées.

Etant précisé que le paiement des pénalités ne revêt aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. L'acheteur se réserve la faculté de prononcer toute autre sanction contractuelle ; notamment de décider la perte d'exclusivité au profit du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

9.2. Pénalités de retard

■ Pénalités en cas de retard dans la mise en place du service

- La date de mise en place de la dotation initiale telle que prévue à l'article 5 du présent document, devra impérativement être respectée, afin de garantir la bonne organisation des services des Unités de Gestion sur sites.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-Fournitures Courantes et Services, tout retard dans la mise en place de la dotation initiale donnera lieu à l'application d'une pénalité de 150 € TTC par jour ouvré de retard pour chaque restaurant concerné, jusqu'à la mise à disposition complète du stock initial.

Le titulaire s'engage à livrer la dotation dans le délai indiqué dans son offre, dans le cadre de réponse technique, lequel constitue un engagement contractuel et qui ne pourra pas dépasser le 1^{er} octobre 2026.

Le calcul des pénalités commence le lendemain de l'expiration de ce délai, tel que précisé dans le mémoire technique du titulaire.

- Les commandes d'approvisionnement en cours de marché telles qu'indiquées à l'article II.B du CCTP doivent être respectées.

Le titulaire s'engage à constituer et livrer le linge dans les délais indiqués dans son cadre de réponse technique, qui ne pourront pas dépasser les délais fixés dans le CCTP.

Tout retard dans les livraisons des dotations, donnera lieu à l'application d'une pénalité de 50 € TTC par

jour ouvré de retard par porteur, jusqu'à la mise à disposition complète de la dotation, par restaurant concerné.

■ **Autres pénalités spécifiques**

Prestations non réalisées	Montant des pénalités
En cas de livraison partielle (anomalie critique)	20 € TTC par article manquant constaté
En cas de constat de la mauvaise qualité (anomalie majeure et critique article V.C CCTP) d'une pièce livrée, le titulaire dispose d'un délai maximum de sept (7) jours calendaires pour procéder à l'échange du lot concerné et procéder à une nouvelle livraison	20 € TTC par pièce non remplacée ou mal repassée
En cas de perte du linge du fait du prestataire	30 € TTC par pièce perdue
En cas de détérioration du linge du fait du prestataire (rétrécissement, usure prématurée, perte de bouton, défaut de fermeture) *	30 € TTC par manquement constaté
En cas de non-respect des jours et heures précises pour le retrait du linge sale et pour la livraison du linge propre	20 € TTC par manquement constaté et par site.
En cas de non-transmission du bordereau de livraison électronique dans un délai maximal de vingt-quatre (24) heure sur l'espace dédié	20 € TTC par jour calendaire de retard, jusqu'à la transmission effective
En cas de non-remplacement dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires, du linge présentant une déchirure importante, à compter de la date de notification au titulaire	20 € TTC par pièce déchirée et par jour calendaire de retard
En cas de facturation du linge, remplacé ou réparé à compter de la récupération de ce linge par le titulaire, ce dernier devra rembourser la somme indûment facturée dans un délai de 30 jours calendaires	20 € TTC par pièce indûment facturée
En cas d'indisponibilité des articles relevant du stock tampon, devant être disponibles immédiatement et livrés dans un délai maximal de sept (7) jours calendaires. Une pénalité sera appliquée au titulaire au lendemain du délai maximum prévu dans le présent CCAP.	30 € TTC par article concerné et par jour calendaire de retard

En cas de détérioration du linge imputable au titulaire (rétrécissement, usure prématurée, perte de bouton, défaut de fermeture, altération chimique) * : le titulaire devra en informer l'Unité de Gestion concerné, avant toute réparation ou tout remplacement.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de l'application ou non des pénalités envisagées.

Le montant des pénalités, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS n'est pas plafonné.

Dans le cas des pénalités spécifiques, la procédure contradictoire décrite à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS ne s'applique pas : les pénalités sont appliquées dès constatation du manquement par la personne publique et sans mise en demeure.

Les pénalités spécifiques sont cumulables.

Dans le cadre de l'exécution du marché, toute déchirure importante du linge, supérieure à 5 cm, susceptible de présenter un risque pour les agents, entraînera le remplacement intégral de l'article concerné par le(s) titulaire(s).

Le remplacement devra intervenir dans les 7 jours calendaires à compter de la date de notification de la déchirure au titulaire par le Directeur de l'Unité de Gestion ou son représentant. A défaut, des pénalités telles que décrites à l'article 9.2 du CCAP peuvent être applicables.

■ Pénalités en cas de dépassement des délais d'exécution

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution, concernant le retrait et la livraison d'articles, est dépassé de 24 heures, soit à compter de la réception du justificatif de retard sans concrétisation de la nouvelle organisation proposée ou soit à compter du constat d'absence de justificatif de retard, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité établie selon la formule ci-dessous :

$$P = V * R / 50$$

dans laquelle

P = montant de la pénalité
V = valeur des prestations en retard,
R = nombre de jour de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

■ Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures ou des bons de livraison, la non-conformité de l'envoi des commandes, une pénalité forfaitaire de 20€ par document non conforme pourra être appliquée par l'établissement.

10. DISPOSITIONS DIVERSES

10.1. Cession ou nantissement des créances

Les créances concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à 59 du Code de la commande publique.

L'acheteur communique les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 à 62 du Code de la commande publique. Le comptable public assignataire est l'Agent comptable du CROUS de Versailles.

10.2. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- aux personnes ayant qualité pour le représenter (suivi commercial, administratif, comptable)
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou siège social
- à son numéro SIRET

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

Un avenant pourra être nécessaire pour formaliser ces modifications. Le jugement instituant le redressement, la liquidation judiciaire ou une mesure de sauvegarde est notifié sans délai au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre.

L'ouverture d'une procédure collective entraîne l'application du régime prévu à l'article L. 622-13 du Code de commerce. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement. Si le titulaire est concerné, il remet à l'acheteur avant la notification du marché et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou 7 et D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et 7 du Code du Travail.
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 8115-1 du Code du Travail ; cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

10.3. Assurances

Le titulaire ainsi que les cotraitants ou sous-traitants désignés dans le marché assument la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'ils causent à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants désignés sont en mesure de répondre des dommages matériels et/ou corporels causés par l'exécution de leurs prestations à l'acheteur et aux tiers victimes, soit de leur fait personnel ou du fait de leurs préposés.

Le titulaire est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité et s'engage avant la notification du présent marché et ensuite sur simple demande écrite à remettre au CROUS une attestation de responsabilité civile en cours de validité précisant l'étendue et la durée de la garantie. Il justifie à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1. Devoir de conseil

Le titulaire met tout en œuvre au cours de l'exécution des prestations pour satisfaire son devoir de conseil auprès de l'acheteur, consistant notamment à l'avertir lors de ses interventions sur site, d'anomalies ou dangers potentiels détectés, ou tout élément de nature à compromettre ou risquer de compromettre la bonne exécution des interventions, le cas échéant.

11.2. Obligation générale de confidentialité

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à l'obligation générale de confidentialité sont opposables au titulaire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant.

Dès lors, dans les conditions des stipulations 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG-FCS, le titulaire qui aurait en cours d'exécution du marché, connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires aux fins de prévenir toute divulgation à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, y compris ses sous-traitants ou fournisseurs, le cas échéant.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Réciproquement, l'acheteur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire, sauf si leur divulgation a été rendue obligatoire par une institution compétente.

12. Autres stipulations

12.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

En cas de retard mettant en péril le fonctionnement du service concerné, le Crous de Versailles a la faculté de pourvoir aux besoins, aux frais et risques du titulaire, en faisant appel au titulaire de son choix. Les frais seront mis à la charge du titulaire défaillant et imputée d'office sur le montant du prochain paiement effectué à son profit.

Au cas où le titulaire du marché disparaîtrait par fusion avec une autre société, cette dernière devenue titulaire du marché s'engagera à assurer son exécution pour la durée restant à courir et ce aux mêmes conditions.

12.2. Résiliation

Outre les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS, dans tous les cas où le titulaire par négligence, incapacité ou mauvaise foi ne respecte pas les conditions contractuelles du marché, et après mise en demeure assortie d'un délai de 15 jours restée sans effet (défauts constatés non corrigés), le Crous de Versailles se réserve le droit de prononcer la résiliation de plein droit et sans indemnité du marché en cours d'exécution, par décision avec date d'effet envoyée en recommandé avec accusé de réception.

12.3. Règlement à l'amiable des litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DIRECCTE (<http://direccte.gouv.fr/>).

12.4. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Versailles

Adresse : 56 avenue de Saint-Cloud - 78000 Versailles

Téléphone : 01 39 20 54 00

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Référé précontractuel, Référé contractuel, Recours de pleine juridiction

■ **Liste des dérogations au CCAG-FCS**

Article du CCAP dérogeant	Article du CCAG-FCS dérogé
2.1	4.1
7.3	30.1
8.1	14.1.1
8.1	14.1.2, 14.1.3
8.1	14.1
8.2	14.1.1
8.2	14.1.2
8.2	14.1